

Projet de retrait de BlaBlaCar Bus : l'OTRE alerte sur les conséquences pour les transporteurs partenaires

L'Organisation des Transporteurs Routiers Européens (OTRE) exprime sa vive inquiétude à la suite de l'annonce d'un projet de retrait de BlaBlaCar Bus du marché français des services librement organisés (SLO).

Cette décision, à la fois soudaine et inattendue, pourrait, si elle se confirmait, entraîner des conséquences majeures, notamment **pour environ la soixantaine de transporteurs** qui exploitent des lignes pour le compte de BlaBlaCar Bus.

Ces entreprises, majoritairement des PME ancrées dans les territoires, ont structuré une part non négligeable de leur activité autour de ces marchés. Certaines ont récemment investi dans du matériel roulant, recruté du personnel ou adapté leur organisation pour répondre aux besoins de leur donneur d'ordre. Elles se retrouvent aujourd'hui exposées à une incertitude économique brutale.

L'OTRE souligne que ce projet intervient dans un contexte déjà fragilisé pour le secteur du transport routier de voyageurs, confronté à une concurrence accrue des autres modes de transport et à des marges sous tension, dans un contexte de forte volatilité des prix de l'énergie et de tensions durables sur les coûts du carburant.

Face à cette situation, l'OTRE appelle :

- à une **transparence totale** sur le calendrier et les modalités de ce projet ;
- à un **accompagnement renforcé des transporteurs partenaires**, afin de sécuriser leur activité et l'emploi ;
- à une **mobilisation des pouvoirs publics** pour anticiper les impacts territoriaux et économiques de cette éventuelle sortie du marché.

L'OTRE se tient pleinement mobilisée aux côtés des entreprises concernées et restera vigilante quant aux suites données à ce dossier.

À propos de l'OTRE

L'Organisation des Transporteurs Routiers Européens (OTRE) représente les entreprises de transport routier et prestataires logistiques françaises, majoritairement des ETI, PME et TPE à capitaux patrimoniaux. Elle défend au quotidien leurs intérêts auprès des pouvoirs publics, dans les négociations sociales de branche et au sein des instances professionnelles nationales et européennes. Au 31 décembre 2024, elle représente 3600 entreprises adhérentes pour 110.000 salariés.